

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les relations franco-tchécoslovaques, passées et présentes, la construction de l'Europe et la nécessité d'une coopération culturelle accrue, Prague le 8 décembre 1988.

Monsieur le Président,

- Mesdames,

- Messieurs,

- Vous m'avez fait l'honneur de m'inviter pour une visite d'Etat en Tchécoslovaquie, je vous en remercie, au nom de mon pays comme en mon nom personnel. J'adresse en même temps mon salut et mes vœux au peuple tchécoslovaque auquel le peuple français voue, de longue date, des sentiments de sympathie et de solidarité.

- Je ressens avec une intensité particulière le fait de me trouver ici, ce soir, dans cette ville si magnifiquement façonnée par le génie européen lorsque celui-ci, se jouant des frontières, soufflait librement d'un bout à l'autre de notre continent. Nous sommes bien au cœur de l'Europe, au moment où l'avenir de ce continent, l'Europe, notre Europe, occupe tant d'esprits.

- Voici soixante-dix ans que la République tchécoslovaque a vu le jour et jamais chef d'Etat français ne s'y était rendu en visite officielle. J'ai tenu à ce que cette anomalie fût réparée, alors que vous célébrez l'anniversaire de votre fondation. Comment ne pas évoquer, en cette circonstance, les nombreux Français qui s'enthousiasmèrent pour la cause tchèque, ainsi que vos compatriotes qui placèrent dans la France leurs espoirs et leur confiance !

- La France fut, de tout son poids, aux côtés de la jeune République et, aujourd'hui encore, en tire fierté. Il s'agissait de soutenir le droit d'une nation à se constituer en état démocratique sur la terre qui était la sienne. Il n'est pas de cause plus légitime.

- Rien n'illustre mieux ce que fut l'intense solidarité entre le nouvel Etat et mon pays que cette citation tirée des "Mémoires" du Père de la Tchécoslovaquie moderne, Thomas Masaryk : "A Paris, où j'arrivais le 7 décembre 1918, je fis ma première visite officielle au Président de la République, M. Poincaré, pour le remercier de tout l'appui que nous avons reçu de la France".

- Pendant vingt ans, la Tchécoslovaquie fut le seul état de cette partie de l'Europe à rester démocratique parmi tant de régimes qui ne l'étaient pas ou qui ne l'étaient plus.

- Puis vint Munich et la confiance trahie, l'amitié humiliée. Je le ressens encore et je me souviens de cette époque alors que j'étais étudiant à Paris et d'avoir écrit à ce moment précis : "la honte que j'ai éprouvée". L'union se reforgea dans la résistance à l'envahisseur. A Londres, Benes et de Gaulle déclarèrent la nullité des accords de Munich. Un bataillon de valeureux Français, évadés des stalags, commandés par le Capitaine de Lannurien, et dont l'un des survivants est présent ce soir, participa, dès le 28 août 1944, à l'insurrection nationale slovaque. Ils accomplissaient un devoir de reconnaissance à l'égard des soldats tchécoslovaques morts pour la France en 1940 dans les combats de la Seine et de la Loire, sans oublier ceux qui à la guerre précédente étaient à nos côtés. Beaucoup de nos Français reposent dans votre terre. Je vous sais gré d'avoir conservé la mémoire de ceux qui versèrent leur sang au nom de l'amitié entre nos deux pays.

Si j'ai évoqué à grands traits le cours de nos relations, c'est pour rappeler que tout nous

prédisposait à nous entendre plus qu'à nous ignorer.

- Les circonstances en ont décidé autrement. Nos rapports n'ont pas seulement subi le contrecoup de la tragédie de 1938. Ils ont été durement affectés par la division du monde et de l'Europe et par les tensions qui en ont résulté. Pour autant, les Français ne se sont jamais désintéressés de ce qui se passait dans votre pays. Vous n'ignorez pas l'écho considérable que suscita en France ce qui fut appelé "le printemps de Prague" et le prestige moral qui s'attacha chez nous aux actes et aux personnes qui, à nos yeux, illustrèrent les valeurs auxquelles nous croyons et que nous célébrerons solennellement à l'occasion du bicentenaire de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le droit de s'exprimer, de s'associer, le droit de la justice et de la souveraineté du peuple. Cela, vous le savez, et il ne servirait à rien de le taire. Vous avez, vous-même, - j'ai cité 1938 - tant à nous dire sur la lourdeur de ce passé. Mais je respecte votre souveraineté et je compte sur le dialogue qui s'engage entre nous pour aller plus loin dans la confrontation de nos points de vue.

- En venant à Prague, mon désir est de reconstruire, entre la Tchécoslovaquie et la France, une coopération de qualité, utile à nos peuples et à la réconciliation de l'Europe divisée.

- Face à la montée des grandes masses démographiques du sud, face à la pression croissante des puissances économiques, l'Europe voudra-t-elle rassembler ses forces et prendre en main son destin ? Les temps s'y prêtent. Ce qui paraissait figé se remet en mouvement. L'Europe redevient une réalité d'avenir.

- A l'Est, - comme on dit, bien que cette notion corresponde bien peu à la géographie - une volonté de réforme se fait jour. Les identités nationales s'affirment tandis que chacun perçoit que la marche des économies, les échanges culturels, l'évolution des idées et des hommes s'inscrivent dans une perspective d'interdépendance. Comment ne pas s'en réjouir ? Et vous observiez vous-même, il y a un instant, monsieur le Président, de quelle façon vous considériez - ainsi que les autorités tchécoslovaques - ce qu'il vous fallait accomplir.

-A l'Ouest, la réconciliation franco-allemande, gage exemplaire de paix et de sécurité pour tous, a ouvert la voie à la construction d'une communauté, celle des Douze, fondée sur la libre adhésion de ses membres et les pays de la Communauté s'apprêtent à abattre les barrières qui subsistent entre eux pour créer, dès 1993, un marché unique, vaste espace de 320 millions d'habitants, où circuleront, sans entraves, les marchandises et les services, mais aussi les citoyens qui créent, qui travaillent, qui échangent et tout simplement qui veulent connaître les itinéraires et les aboutissements de notre patrimoine historique commun. Rien n'est plus étranger à cette communauté que l'idée de se replier sur elle-même. Ce grand marché, nous le voulons ouvert à toutes les coopérations extérieures. Il ne sera pas la forteresse économique ou technologique que d'aucuns affectent de redouter. La conclusion d'accords bilatéraux avec votre pays, le 1er octobre dernier, en est l'illustration. Une communauté unie, forte, assurée d'elle-même servira mieux le rapprochement européen que le feraient des nations divisées, vulnérables aux influences comme aux effets de la concurrence mondiale.

- Ce n'est pas le changement qui s'opère sous nos yeux qui menace aujourd'hui l'Europe, mais la perpétuation d'un statu quo qui nous condamnerait à l'immobilisme alors que tout bouge autour de nous.

Puisque nous appartenons à deux systèmes d'alliance qui se font face, je vous dirai que la première de nos tâches consiste, selon moi, à définir un concept nouveau de la sécurité reposant, au niveau le plus bas, sur un véritable équilibre des forces excluant le risque d'attaques par surprise et de guerre prolongée, bref organisant la confiance. Tel est l'objet de la négociation sur les forces conventionnelles dont je souhaite aussi qu'elle s'engage sans retard.

- L'annonce faite hier par M. Gorbatchev est de ce point de vue, une bonne nouvelle qu'il faut encourager et à laquelle il faut prendre part. J'ai tenu à ce que cette négociation soit étroitement insérée dans le cadre des 35 pays qui participent à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. C'est le seul lieu où tous les états européens se retrouvent pour discuter des questions qui les intéressent, le seul où ils puissent, s'ils le veulent, exprimer leur autonomie de décision. Solidaire de ses alliés, fidèle à ses engagements, la France n'en souhaite pas moins que cesse

l'affrontement des deux blocs en Europe dont l'existence même a signifié et signifie toujours la perpétuation d'une situation dommageable née de la dernière guerre mondiale et qui ne peut, qui ne doit pas être considérée comme un état durable.

- Dans le même esprit, la France a pris l'initiative d'inviter à Paris, au mois de janvier prochain, les Etats signataires du protocole de Genève de 1925, vous en avez parlé, monsieur le Président, protocole qui bannit l'emploi de l'arme chimique, et ceux qui souhaiteront s'y adjoindre. Ce sera l'occasion de donner une impulsion décisive à la négociation de Genève pour l'élimination totale de cette arme.

- Mais vous le savez bien, il ne suffit pas d'abaisser le niveau des armements pour supprimer le risque de confrontation. Ce n'est pas l'existence des armes qui provoque la guerre, c'est la persistance de nos divisions, avec la méfiance et l'insécurité qu'elles engendrent. Et vous n'ignorez pas non plus à quel point la France, par ma voix, a approuvé l'avancée importante qu'a signifié l'accord de Washington signé entre MM. Reagan et Gorbatchev.

L'Europe que je souhaite, à laquelle la France entend travailler, sera une communauté de peuples libres et d'Etats indépendants, où personne ne menacera personne, où le droit des personnes sera respecté, où nul ne subira la loi d'autrui. Paix entre les Etats, liberté pour les citoyens, voilà la direction que nous avons choisie.

- J'ajoute que la culture aura son rôle à jouer dans cette entreprise. Au nom de quoi, en effet, ce qui allait de soi au Moyen-Age - je pense à votre grand roi Charles IV venant étudier en Sorbonne ou aux disputes suscitées dans ce même lieu par les thèses du Recteur de l'université de Prague, Jean Huss, à la fin du XV^{ème} siècle - pourquoi cela serait-il aujourd'hui prohibé ou inaccessible ?

- Et à quoi bon invoquer notre patrimoine culturel commun si nous le laissons en jachère pour abandonner, à l'Est et à l'Ouest, à l'Ouest comme à l'Est, ce qui vient d'ailleurs surtout d'Outre-Atlantique, véhiculé par une technologie élaborée sur les rives du Pacifique ? Tout cela est très bien mais ce serait encore mieux si cela nous venait d'Europe.

- La renaissance culturelle de l'Europe représente l'un des enjeux majeurs et pressants de cette fin de siècle. Nous ne sauvegarderons nos langues, nos goûts, nos sensibilités qu'en nous épaulant et en misant sur les techniques les plus audacieuses. C'est dans ce but que j'ai proposé ce que nous nommons l'"Eureka audiovisuel" qui regroupe les entreprises de dix-huit pays européens et dont la télévision haute définition constitue l'un des vecteurs. J'ai dit dix-huit pays, pourquoi n'y aurait-il pas dix-neuf, vingt, vingt-et-un, vingt-deux, il n'y a pas dans ce domaine de frontières.

- Où mieux qu'à Prague, dans ce centre géographique et affectif de l'Europe, pouvais-je lancer cet appel à tous les hommes de notre continent, pour reprendre les expressions convenues d'est et d'ouest, je l'ai dit, pourtant si peu exactes au regard de la géographie, où qu'ils appartiennent à la tierce Europe, neutre et non-alignée, qui a son mot à dire et son rôle à jouer pour que nous saisissons ensemble la chance historique de faire évoluer les choses dans le bon sens, celui, je le répète, de la paix et de la liberté ?

Le rapprochement entre voisins offre à nos deux pays le cadre et l'occasion d'un dialogue rénové, d'une coopération revitalisée. Et si j'ai tenu à m'entourer de quatre ministres, ainsi que d'une importante délégation de chefs d'entreprises et d'hommes de culture, c'est que la dimension bilatérale de nos relations est bien présente à mon esprit.

- De l'examen auquel nous avons procédé, au cours des entretiens de cette première journée, il ressort que nous pouvons faire plus et mieux ensemble. Dans le domaine économique et technologique, transformer en réalisations tangibles, réelles, concrètes nos projets communs, explorer de nouveaux champs de coopération, tels que les télécommunications, le nucléaire, l'environnement, que sais-je ? Dans le domaine culturel où je remercie, par avance, les autorités tchécoslovaques des soins qu'elles porteront à l'enseignement de la langue française.

- Monsieur le Président, c'est sur ce souhait que je conclus celui de voir le dialogue franco-tchécoslovaque porté à son plus haut niveau et, par ma visite d'aujourd'hui notamment, contribuer à la solidarité européenne retrouvée. Je connais et j'estime le génie propre de votre peuple, lieu de rencontres et de tant d'affrontements aussi, de tous les mouvements de l'histoire qui sont venus jusqu'à nous, ce peuple créateur, réalisateur, solide dans sa volonté d'être lui-même.

qui sont venus jusqu'à nous, ce peuple créateur, réalisateur, solide dans sa volonté d'être lui-même. Oui, je vous prie, monsieur le Président, mesdames et messieurs, de bien vouloir lever votre verre à l'amitié de nos peuples, à leur épanouissement dans une Europe libre et pacifique, au succès de notre coopération, à votre santé, mesdames et messieurs, vous-mêmes, pour celles et ceux qui vous sont chers, au présent et à l'avenir d'un peuple, le vôtre, prêt, comme tout peuple fier et riche d'espérance et il est le peuple tchécoslovaque prêt à aborder les temps nouveaux.\